

# TABLE DES MATIÈRES

<b>Sommaire</b> .....	7
<b>Avant-propos</b> .....	9
<b>Sigles, acronymes et abréviations</b> .....	11
<b>Partie I. Cadre légal</b>	
<b>Chapitre 1. Historique et philosophie du Code de l’environnement</b> .....	15
Section 1. La situation antérieure au décret du 5 juin 2008.....	15
Section 2. Le décret du 5 juin 2008.....	16
Section 3. Le décret relatif à la délinquance environnementale.....	19
§ 1. Des adaptations du système existant.....	19
§ 2. Une coordination de la politique répressive environnementale.....	20
A. La stratégie wallonne de politique répressive environnementale.....	20
B. Les outils de mise en œuvre coordonnée de la politique répressive.....	25
C. Le Fichier central de la délinquance environnementale.....	30
<b>Chapitre 2. Généralités</b> .....	41
Section 1. Champ d’application – Liste des législations visées.....	41
Section 2. Infraction.....	47
§ 1. Notion d’infraction.....	47

TABLE DES MATIÈRES

<b>§ 2. Les infractions génériques du Code de l'environnement</b> .....	48
A. Les infractions génériques .....	49
1. Non-respect des mesures/décisions prises en vertu du Code.....	49
2. L'entrave aux missions.....	52
3. Les infractions liées au Fichier central.....	53
4. La tentative de délit .....	54
B. Les infractions à des réglementations européennes .....	55
<b>§ 3. Les infractions déclassées</b> .....	57
A. Raison d'être et inspiration.....	57
B. Régime applicable .....	58
1. Définition et base légale .....	58
2. Principe .....	58
3. Encadrement .....	59
4. Dérogation.....	63
<b>Section 3. Le contrevenant</b> .....	63
§ 1. Le particulier .....	64
§ 2. La personne morale.....	67

## Partie II. Surveillance et contrôle

<b>Chapitre 1. Les acteurs de la surveillance et du contrôle</b> .....	73
<b>Section 1. Les agents constatateurs</b> .....	73
<b>§ 1. Agents constatateurs régionaux</b> .....	74
A. Désignation/Commissionnement .....	74
1. Répartition en fonction des services .....	75
2. Conditions.....	81
B. Formation .....	82
1. Formation de base et formation spécifique .....	84
2. Formation continue .....	86
C. Qualité judiciaire .....	87
1. Fondement légal de l'attribution .....	87
2. Effets .....	88
3. Choix du législateur wallon .....	89
D. Garanties .....	90

TABLE DES MATIÈRES

---

E. Les experts.....	92
1. Désignation.....	93
2. Encadrement et garantie .....	95
3. Régime de sanction .....	97
F. L'Unité Spécialisée d'Investigation (USI) .....	98
<b>§ 2. Agents constatateurs communaux.....</b>	<b>101</b>
A. Désignation/Commissionnement .....	101
B. Compétences.....	104
C. Formation .....	105
D. Qualité judiciaire.....	106
E. Garanties.....	109
F. Subvention .....	109
<b>§ 3. Agents constatateurs des organismes d'intérêt public (OIP) et des intercommunales.....</b>	<b>109</b>
A. Désignation/Commissionnement .....	109
B. Compétences.....	112
1. Compétence matérielle.....	112
2. Compétence territoriale.....	114
C. Formation .....	114
D. Garanties .....	114
E. Qualité judiciaire .....	115
F. Subvention .....	117
<b>§ 4. Moyens et méthodes d'investigation.....</b>	<b>118</b>
A. Carte de légitimation, uniforme et armement.....	118
B. Réquisition de la police .....	122
C. Accès aux lieux.....	124
1. Le domicile .....	125
2. Droit commun de la procédure pénale en matière de perquisition .....	127
3. Le régime dérogatoire du Code de l'environnement .....	137
4. Légalité du régime dérogatoire du Code de l'environnement .....	141
D. Outils pour la recherche et le constat des infractions .....	149
1. Modalités spécifiques d'inspection.....	149
2. Les moyens d'investigation .....	151

TABLE DES MATIÈRES

<b>Section 2. Les autres intervenants</b> .....	168
§ 1. La police .....	168
A. Compétence .....	168
B. Moyens et méthode d'investigation .....	169
§ 2. La protection civile et les pompiers .....	172
§ 3. Les gardes champêtres particuliers .....	172
§ 4. Les associations .....	173
<b>Chapitre 2. Les suites du constat infractionnel</b> .....	175
<b>Section 1. L'avertissement</b> .....	175
§ 1. Notion .....	175
§ 2. Des limitations .....	179
§ 3. Suivi .....	181
<b>Section 2. Le procès-verbal</b> .....	182
§ 1. Notion .....	182
§ 2. Contenu .....	184
§ 3. Force probante particulière .....	185
§ 4. Notifications .....	191
§ 5. Particularités .....	193
<b>Section 3. La perception immédiate</b> .....	194
§ 1. Notion .....	194
§ 2. Régime applicable .....	195
<b>Section 4. Les mesures de sécurité et de contrainte</b> .	201
§ 1. Catalogue de l'article D.169 CWE .....	201
A. Objectif et conditions .....	202
B. Autorités compétentes .....	203
C. Énumération des mesures envisageables .....	204
D. Suivi .....	210
E. Voies de recours .....	212
§ 2. La saisie administrative d'animaux maltraités/négligés .....	214
A. Objectif et conditions .....	214
B. Autorités compétentes .....	215
C. Procédure de saisie .....	218
D. Notification et information de l'UBEA .....	223
E. Les suites de la saisie .....	226

TABLE DES MATIÈRES

1. Le sort de l'animal saisi .....	226
2. La destination de l'animal .....	229
a) La restitution au propriétaire sous conditions	229
b) Le don en pleine propriété .....	232
c) La mise à mort.....	233
d) La hiérarchisation des options .....	234
3. La procédure de destination .....	234
F. La prise en charge des frais .....	238
G. Voie de recours.....	242
1. Les grandes tendances.....	243
2. Les effets de la suspension.....	245

## **Partie III. Répression des infractions environnementales**

<b>Chapitre 1. La transaction.....</b>	<b>249</b>
Section 1. Un nouvel outil : évolution législative .....	251
§ 1. La version initiale.....	251
§ 2. La version corrigée par le Décret délinquance modificatif .....	254
A. Régime mis en place .....	255
B. Effets de la conclusion d'une transaction.....	261
C. Les suites de la transaction.....	265
Section 2. Conclusions récapitulatives.....	266
<b>Chapitre 2. Les fonctionnaires sanctionneurs.....</b>	<b>269</b>
Section 1. Contextualisation .....	269
Section 2. La version initiale du décret délinquance...	274
Section 3. La version corrigée par le Décret délinquance modificatif .....	277
§ 1. Les fonctionnaires sanctionneurs régionaux.....	277
§ 2. Les fonctionnaires sanctionneurs communaux....	283
§ 3. Les dispositions transitoires .....	286
<b>Chapitre 3. Les poursuites pénales.....</b>	<b>289</b>
Section 1. La classification des infractions .....	289
§ 1. La situation antérieure à la réforme du décret relatif à délinquance environnementale.....	289

TABLE DES MATIÈRES

§ 2. Le nouveau régime issu du Décret relatif à délinquance environnementale.....	292
A. Infractions et peines .....	292
B. La récidive : un nouveau régime.....	296
<b>Section 2. Les poursuites pénales .....</b>	<b>297</b>
§ 1. La décision du parquet quant aux poursuites.....	297
§ 2. Le cas particulier de la saisine de la juridiction de jugement par le biais d'une citation.....	303
§ 3. Le rôle des associations.....	304
§ 4. Le pouvoir du Gouvernement wallon .....	305
§ 5. Les infractions déclassées .....	306
<b>Section 3. La juridiction pénale.....</b>	<b>306</b>
§ 1. Présentation des mesures accessoires .....	307
A. Les mesures de restitution.....	307
B. Les mesures visant à garantir l'exécution de la décision.....	309
C. Les mesures visant au remboursement des frais engagés par une autorité publique .....	311
D. Les mesures spécifiques au bien-être animal.....	312
E. Les mesures visant à la publicité de la décision....	317
§ 2. L'auteur de la demande de mesures accessoires...	317
§ 3. Obligation d'information .....	320
<b>Chapitre 4. Les poursuites administratives .....</b>	<b>323</b>
<b>Section 1. Les infractions déclassées .....</b>	<b>323</b>
§ 1. Contexte .....	323
§ 2. Régime applicable.....	325
<b>Section 2. Les poursuites administratives des infractions qui n'ont pas fait l'objet d'un déclassement.....</b>	<b>330</b>
§ 1. Le caractère supplétif des poursuites .....	330
§ 2. Les poursuites administratives .....	331
§ 3. L'infliction d'une sanction administrative.....	347
A. Le fonctionnaire sanctionnateur compétent.....	348
B. Les sanctions administratives .....	349
1. Les sanctions administratives principales.....	349
2. Les sanctions administratives accessoires.....	357

TABLE DES MATIÈRES

C. La récidive .....	365
D. La modulation de la sanction .....	367
1. L'admission de circonstances atténuantes .....	367
2. Les mesures de sursis à l'exécution.....	368
a) Le sursis simple .....	369
b) Le sursis probatoire.....	369
E. Les mesures de restitution .....	375
F. Les mesures alternatives.....	385
1. La médiation.....	385
a) Les acteurs, un quatuor et parfois un quintet	386
b) La procédure.....	389
2. La prestation citoyenne.....	396
3. Le cas particulier des mineurs .....	404
<b>§ 4. La décision du Fonctionnaire sanctionnateur .....</b>	<b>406</b>
<b>§ 5. Le recours contre la décision du fonctionnaire</b>	
<b>sanctionnateur .....</b>	<b>414</b>
A. L'introduction du recours.....	414
B. Le recours .....	424
1. Étendue du pouvoir du tribunal.....	424
2. Typologie des décisions .....	427
3. Le fonctionnaire sanctionnateur.....	428
4. Les critères de fixation du montant de	
l'amende .....	429
5. L'erreur invincible.....	432
6. Le contrevenant et le ministère public.....	434
7. Les mesures de restitution.....	436
8. Le double degré de juridiction.....	437
9. Régime applicable aux mineurs.....	439
10. Les indemnités de procédure.....	441
C. Le pourvoi en cassation.....	441

<b>Annexe I : protocole de collaboration</b>	
<b>avec les communes de 2010 .....</b>	<b>443</b>

<b>Annexe II : protocole de collaboration</b>	
<b>avec les communes de 2021 .....</b>	<b>451</b>

<b>Index.....</b>	<b>467</b>
-------------------	------------